



APRES DE GAULLE

On dit qu'avec le référendum le général de Gaulle a cherché à tout prix la défaite. Mais ce fut une défaite difficile car la majorité obtenue par ses adversaires était bien mince. Une défaite qui était presque une victoire, et l'on a vu que son prestige s'en est trouvé accru, et qu'après lui ce ne sera pas le déluge... Un pays comme la France, riche de traditions politiques et culturelles, avec une économie saine, peut se permettre certaines imprudences, même des plus dangereuses.

Mais avec le départ de de Gaulle quelque chose va changer. Quelque chose d'essentiel non point tant pour la France que pour l'Europe. Contrairement à la plupart des hommes politiques européens, le général pensait que la force et la défense de notre continent devaient se baser d'abord sur les réalités européennes, intellectuelles et économiques, soutenues par une civilisation et des traditions bi-millénaires.

La défaite de la seconde guerre mondiale il ne la sentait pas, ou du moins elle ne le regardait pas, parce que lui, de Gaulle, avait vaincu et traité en vainqueur avec les Américains, les Anglais et les Russes. C'est là sans doute le facteur psychologique qui a fait la vigueur et la grandeur de son action politique mais c'est en même temps ce qui lui a valu l'hostilité et l'incompréhension de beaucoup d'Européens, encore en proie aux complexes des vaincus.

Cette politique de large vision historique du général, on pourrait la résumer comme suit: l'Europe doit se montrer réservée avec l'Angleterre suspecte de vouloir l'hégémonie sur notre continent; même réserve envers les Etats-Unis qui veulent exercer une domination économique sur l'Europe en utilisant les méthodes colonialistes — évidemment modernisées — du siècle dernier; réserve encore envers la Russie gouvernée selon des critères politiques et des abus administratifs qui ne sont pas conformes à l'esprit libéral européen; foi profonde dans les valeurs de l'Europe à laquelle appartiennent les Pays de l'Est abandonnés à Jalta par le trio de triste mémoire: Churchill, Roosevelt, Staline.

En somme, le général de Gaulle croyait à l'Europe et à la France. Mais au jour d'hui l'une et l'autre paraissent vouloir suivre une autre route que celle qu'il indiquait. Le journaliste français J.-J. Servan-Schreiber a dit, après le référendum: "... il faut un homme...". Sans doute l'humorisme de cette constatation lui a-t-il échappé. Il y avait un homme. Et rares sont ceux qui méritent ce simple nom. En clôture du premier conseil des ministres français, sans de Gaulle, le sous-secrétaire Deschartres a dit: "Quand de Gaulle présidait notre conseil nous avions l'impression que l'Histoire était présente. Sentiment que nous n'avons certes pas eu aujourd'hui...". L'Histoire était remplacée par la médiocrité. Une médiocrité où risque de s'enliser, avec la France, l'Europe tout entière.

Les points saillants d'une carrière historique

SEPTEMBRE 1939 - Charles de Gaulle, vétéran de la Grande Guerre, est colonel dans l'armée française, il a 49 ans quand éclate la seconde guerre mondiale. Divers ouvrages qu'il a écrit sur l'art de la guerre lui ont valu une certaine notoriété.

JUIN 1940 - Charles de Gaulle est nommé général et sous-secrétaire d'Etat au ministère de la guerre par le premier ministre Paul Reynaud. Il refuse de s'associer aux démissions du gouvernement et part pour Londres.

10 JUIN 1940 - Charles de Gaulle prononce un discours transmis par Radio Londres, où il invite les Français à continuer la guerre contre les Allemands.

25 JUIN 1940 - de Gaulle crée à Londres le Comité National Français.

30 MAI 1943 - de Gaulle crée le Comité de Libération Nationale Français à Alger. Ce Comité va devenir le Gouvernement provisoire français.

29 AOUT 1944 - de Gaulle est le chef du Gouvernement provisoire.

20 JANVIER 1946 - de Gaulle démissionne devant l'opposition des partis politiques.

JANVIER 1946-MAI 1958 - de Gaulle reste pendant ces douze années à l'écart de la vie politique. Il est retiré dans sa propriété de Colombey-les-deux-Eglises où ses fidèles viennent souvent le consulter. De Colombey il dirige en effet un parti politique le « Rassemblement du Peuple français » qui compte 115 députés à l'Assemblée Nationale en 1952. De Gaulle va du reste dissoudre ce parti tourmenté par les factions intérieures.

MAI 1958 - de Gaulle annonce qu'il est prêt à assumer le commandement des opérations après que le gouvernement a été menacé de la révolte des Français d'Algérie. Les Français d'Algérie soutiennent de Gaulle dans l'espoir qu'il intensifie la guerre contre les nationalistes musulmans.

1er JUIN 1958 - Charles de Gaulle est nommé Premier ministre par le Président René Coty.

30 SEPTEMBRE 1958 - La nouvelle Consti-

tution élaborée par de Gaulle est approuvée par référendum avec 78,5% de majorité.

21 DECEMBRE 1958 - Charles de Gaulle est élu Président de la République Française. Sa tâche la plus importante va être de ramener la paix en Algérie.

JANVIER 1960 - de Gaulle écrase la révolte des Français d'Algérie qui s'opposent à l'indépendance.

8 JANVIER 1961 - par référendum, de Gaulle demande aux Français s'ils approuvent sa politique en Algérie. La majorité des « oui » est de 75,2%.

AVRIL 1961 - de Gaulle écrase la révolte des généraux français d'Algérie.

SEPTEMBRE 1961 - de Gaulle échappe à un attentat sur la route de Colombey-les-deux-Eglises.

8 AVRIL 1962 - les accords d'Evian qui sanctionnent l'indépendance de l'Algérie sont approuvés par referendum: la majorité est de 90,7%.

AOUT 1962 - de Gaulle échappe à un nouvel attentat.

OCTOBRE 1962 - de Gaulle organise un nouveau référendum à propos de l'élection du Président de la République au suffrage universel. La réforme constitutionnelle obtient une majorité de 62,2%.

JUIN 1963 - de Gaulle et le chancelier Konrad Adenauer signent les accords qui scellent la réconciliation entre l'Allemagne et la France.

NOVEMBRE 1967 - de Gaulle est réélu Président de la République.

MAI 1967 - de Gaulle demande le retrait des troupes alliées de l'OTAN que se trouvent sur le territoire national et annonce que la France sort de l'alliance.

MAI 1968 - de Gaulle décide de rester au pouvoir après les journées d'émeute.

JUIN 1968 - le parti gaulliste enregistre aux élections de l'Assemblée Nationale une majorité sans précédent: 229 sièges sur 467.

NOVEMBRE 1968 - de Gaulle fait face à la crise financière et refuse de dévaluer le franc.

GIORGIO DEL VECCHIO

POUVAIT-ON FAIRE PLUS ?

Si l'on pense aux terrifiants massacres commis contre des millions de personnes absolument innocentes par le criminel le plus fou et diabolique de tous les temps, on finit par se demander : comment une telle chose a-t-elle été possible ? Pourquoi, de 1933 jusqu'à l'épilogue de la seconde guerre mondiale, n'a-t-on pas su se défendre contre un aussi atroce, aussi long bain de sang, qui a déshonoré l'humanité ?

Ces questions se posent à toute conscience juste. En formulant un jugement sommaire on pourrait peut-être dire que tout le genre humain a été coupable dans une diverse mesure. Mais il faut voir les choses de plus près et faire certaines distinctions.

Commençons par les Juifs eux-mêmes. Pourquoi ne se sont-ils pas révoltés ? C'est ce que se demandent les jeunes Israéliens. La réponse, c'est que les Juifs étaient dispersés dans de nombreux pays et leur organisation unitaire matériellement impossible, tandis que n'importe quelle action, surtout de caractère militaire, eût été certainement interdite dans les Etats où ils n'étaient qu'une petite minorité, souvent tolérée à grand peine. Ajoutons que n'importe quelle tentative d'insurrection aurait empiré le sort des Juifs.

Plus difficile à expliquer est le fait qu'un peuple civil comme l'allemand ait, accepté et soutenu un régime barbare. De basses passions trouvent souvent un aliment dans les foules ; et un faux sentiment de discipline poussa beaucoup à obéir à des ordres criminels. Il est juste de remarquer, par ailleurs, qu'en Allemagne même n'ont manqué ni l'opposition ni même d'héroïques complots pour abattre le tyran paranoïque, quand il fut clair qu'il menait son pays à la ruine ; complots qui échouèrent malheureusement pour des circonstances fortuites : d'où de féroces répressions avec des milliers de martyrs. On peut en outre observer que, au moins pour un certain temps, l'immensité du génocide ne fut pas connue dans toute son épouvantable extension. Mais il est indéniable que l'on savait beaucoup, surtout en Allemagne ; et quand les familles allemandes se plaignent à juste titre du mur absurde

qui les sépare, elles ne devraient pas oublier que d'autres séparations bien plus douloureuses se produisirent quand d'autres familles furent brutalement divisées et déportées dans divers camps de mort. Et personne n'intervint pour les secourir.

Quelles qu'aient été les fautes du peuple allemand, une dure expiation lui fut imposée avec la seconde guerre mondiale : de nombreuses villes détruites et des millions de morts, combattants et non combattants. La Némésis historique agit sur vaste échelle et frappe, peut-être inévitablement, les innocents en même temps que les coupables.

Après la guerre, la nouvelle Allemagne s'imposa à elle-même une autre sorte d'expiation, non seulement en soumettant à des procès pénaux les misérables bourreaux et leurs aides, mais encore en offrant une indemnité à Israël : petit acte de justice qui doit être apprécié, encore que le terrifiant massacre demeure inoubliable et irréparable.

Pour comble de malheur, l'Etat hitlérien parvint à se lier avec d'autres Etats, parmi lesquels l'Italie, qui furent ainsi englobés dans sa ruine. Les alliances non naturelles ne furent certainement pas délibérées par les peuples, mais par l'arbitre de quelques individus qui payèrent leur fatale erreur d'une mort sans honneur. Mais l'erreur pesa par malheur sur la nation italienne tout entière, contre laquelle les vainqueurs de la seconde guerre mondiale exercèrent une vengeance inique. Iniquité d'autant plus déplorable que l'Italie était parvenue à se libérer du joug nazi et avait participé à la guerre aux côtés des puissances libératrices.

En ce qui concerne l'Eglise catholique, on a beaucoup discuté sur le point de savoir si son action, en face de ces événements catastrophiques, a été assez efficace. Il est certain que par ses doctrines, confirmées encore pendant la grande crise, l'Eglise con damna ouvertement les infâmes entreprises hitlériennes. Il est tout aussi certain qu'elle secourut de nombreux Juifs en les accueillant dans ses propres institutions. Aurait-elle pu faire quelque chose de plus ? Certains, en bonne ou mauvaise foi, l'ont affirmé ;

mais, je crois, à tort. Pie XII a été sans aucun doute l'un des plus grands pontifes que l'Eglise ait jamais eu. En dehors du fait que, du moins au début, les crimes du nazisme furent incomplètement connus de l'Eglise, il est évident que le premier soin du Saint-Père, pour l'Allemagne, dut être de protéger les prêtres et avec eux leurs fidèles qui auraient été exposés à des représailles illimitées si l'excommunication avait frappé l'indigne chef d'Etat, insensible aux sanctions religieuses, mais certainement prêt à s'en venger sur qui était en son pouvoir. Et, probablement, même à envahir le Vatican et à faire prisonnier le Saint-Père en personne, comme il semble qu'il en eût déjà fait la menace. Je pense que dans sa pure et impavide conscience Pie XII aurait accepté courageusement un sacrifice personnel s'il eût été avantageux pour l'Eglise et l'humanité; mais la vérité est qu'il n'aurait pas évité les persécutions, et aurait même provoqué au contraire leur aggravation au grand dommage de tous et en particulier des Catholiques.

Il reste un dernier point. Que firent les Etats libres, ceux qui avaient toujours proclamé les droits naturels de la personne humaine, en face du monstrueux régime hitlérien qui avait violé ces droits de la façon la plus abominable? Seulement après bien des années, à partir de 1933, ils se décidèrent à intervenir, alors que déjà des myriades de victimes avaient atrocement péri. Diverses raisons et circonstances peuvent expliquer une intervention aussi tardive. Mais expliquer ne signifie pas justifier. Admettons, même à ce propos, que l'énormité des massacres était ignorée par beaucoup; mais elle ne l'était certainement pas par les gouvernements. Le principe de « non intervention » dans les affaires des autres Etats — principe irrationnel s'il est appliqué à des cas de violation des droits humains fondamentaux — fut invoqué comme excuse à une longue inertie; jusqu'au moment où la nécessité d'entrer en guerre pour se défendre s'imposa même à qui eût préféré « n'importe quelle paix ».

Nous ne voulons pas juger sommairement des événements si complexes qui touchent la politique de plusieurs Etats. Nous remarquons seulement que le destin du genre humain fut, et est encore abandonné en grande partie à la force et à l'arbitraire de quelques hommes, souvent nantis d'un pouvoir despotique, alors que les organisations

EISENHOWER



Le général Eisenhower, le populaire « Ike » nous a laissés accompagnés à sa dernière demeure par la douleur du peuple américain tout entier. Mais à ce deuil participe également l'Europe, libérée en 1945 du joug des Nazis par les troupes qu'il commandait.

Ike est un des « purs » qui n'ont eu aucune responsabilité dans les sordides marchandages de Jalta, la plus tragique erreur de la dernière guerre.

Aurait-il pu libérer l'Europe des autres « Nazis », ceux de Moscou?

Peut-être en sentait-il le désir au fond du coeur, mais la politique du monde était alors aux mains de Roosevelt et Churchill et lui n'était à l'époque qu'un soldat.

Un grand soldat qui sut être un sage politique qui montra en tant que Président des Etats-Unis autant d'humanité que le général libérateur.

sur la base de la justice sont, hélas incapables de remplir cette mission. Nous devons souhaiter que le monde écoute enfin la voix de la raison, qui s'est élevée tant de fois en vain contre les iniquités sans fin qui ont souillé l'histoire de tous les peuples.

Les Iles Britanniques en marge de l'Europe

Après les arguments historiques ou politiques, les arguments économiques et financiers.

L'ANGLETERRE paiera-t-elle ses dettes?

par

Pietro Gerbore

De 1965 à 1968 la dette publique du Royaume Uni est montée de 30.4 à 33.5 milliards de livres sterling. Quel est le montant de sa dette extérieure? il est difficile de le dire avec précision, parce qu'elle comprend des parties qui restent secret bancaire. Néanmoins un fait est évident: que la position monétaire de ce pays dans les années soixante est caractérisée par un écart toujours croissant entre les engagements à l'étranger et les réserves de devises. Alors qu'à la fin del 1962 les engagements étaient de 3.7

jours branlante. La dévaluation de cette monnaie (18 novembre 1967) n'a pas modifié cet écart et à la fin de juin 1968 les engagements extérieurs touchaient 5.6 milliards. Le tableau suivant montre la marche de ceux-ci durant cinq ans.

Au début de février dernier le Chancelier de l'Echiquier a annoncé à la Chambre des Communes qu'entre 1969 et 1971 on devra rembourser des emprunts pour un total de 1.456 millions de livres. Et précisément, en 1969, 540 millions (dont 384 au Fonds Moné-

Engagements nets de la Grande Bretagne
(en millions de livres sterling)

	<i>Fin 1962</i>	<i>Fin 1967</i>	<i>Fin Juin 1968</i>
Zone de la livre	2.390	2.443	2.172
Autres pays	741	1.356	1.323
Organisations Internationales	606	1.540	2.134
Total	3.737	5.339	5.629
Réserve en devises	1.002	1.123	1.118

milliards de livres sterling et les réserves du sterling-pool d'un milliard, en 1967 ces engagements étaient montés à 5.3 milliards et les réserves restaient toujours autour de 1.1 milliard. C'était la conséquence des emprunts massifs contractés pour solder les déficits toujours croissants dans la balance des paiements et soutenir la livre sterling tou-

taire International, 36 à la Banque des Paiements Internationaux, 40 à l'Export-Import Bank, 80 aux gouvernements des Etats Unis et du Canada).

A tout ceci il faut ajouter le remboursement des crédits à brève échéance ouverts par les Banques Centrales au moment des diverses crises de 1968. Le niveau de ces

swaps n'a jamais été annoncé officiellement parce que la Banque d'Angleterre a toujours maintenu le secret sur ces transactions. Mais on pense généralement qu'elles oscillent autour de plusieurs centaines de millions, si bien que la conviction que l'échéance de 1969 absorberait toutes les réserves en devises est bien fondée. Même en considérant seulement les chiffres officiels, l'hémorragie des devises semble terrible. Avant la fin de mars l'Angleterre doit rembourser 150 millions de livres au Fonds Monétaire International et à la Banque des Paiements Internationaux et la même somme est due pour le troisième trimestre. Une diminution correspondante des réserves mettrait de nouveau en danger la fragile livre sterling.

Ainsi que le Chancelier de l'Echiquier l'a déclaré, pour que l'Angleterre puisse faire honneur à ses engagements, il faut que la balance des paiements laisse un résidu actif annuel de 500 millions de livres.

Des perspectives

peu

encourageantes

Or les perspectives qui se profilent dans les premiers mois de cette année critique sont tout autres que roses. Le pays continue à consommer excessivement et les restrictions décrétées ne semblent pas avoir un grand effet. Alors que l'augmentation réelle du produit social brut est estimée à 3,8% celle de la consommation privée est d'environ 2%, de sorte que l'on devrait parler non d'une déflation, mais seulement d'un affaiblissement de la demande. La même chose peut être dite de la dépense publique laquelle dans l'année fiscale en cours enregistre une augmentation de 4,9%, supérieure donc à celle du produit social. Que la teneur de vie de la population ne soit guère diminuée en 1968 ressort clairement de la comparaison entre les prix et les salaires. Alors que durant les douze mois jusqu'à novembre les prix du commerce au détail ont augmenté de 5,2%, l'augmentation des salaires a été de 5,4% bien que le gouvernement ait mis une limite de 3,5%.

Les conséquences se voient dans la balance commerciale. Dans les derniers trois mois de 1968 les exportations ont maintenu une moyenne supérieure de 28% à la moyen-

ne de la même période de l'année précédente. Mais de leur côté les importations ont augmenté également. Pour les premiers onze mois de 1968 le déficit global de la balance commerciale n'est pas inférieur à 646 millions de livres, supérieur donc au déficit de toute l'année 1967, laquelle avec 552 millions avait déjà battu un record. Même si l'on tient compte des paiements invisibles (arrivés à 350-400 millions) le déficit de la balance des paiements pour 1968 sera toujours de 500-600 millions de livres.

L'économie britannique sera-t-elle à même d'accomplir en un très bref délai le titanique effort nécessaire à l'assainissement de ce colossal déficit et à réaliser en temps voulu un actif aussi imposant? Là est la question préliminaire à laquelle on doit répondre avant d'affronter le problème de l'entrée de la Grande Bretagne dans le Marché Commun.

Cette dramatique situation a des causes multiples. Examinons ensemble quelques unes d'entre elles, en commençant par la politique monétaire.

Débilité

de la Livre

Ce sont les crises périodiques de la livre sterling qui ont obligé le gouvernement à contracter de si gros emprunts à l'étranger. D'après le Chancelier de l'Echiquier l'assainissement de la monnaie et de l'équilibre des paiements est mis en danger par les "machinations des spéculateurs". Mais pourquoi les spéculateurs visent-ils surtout la livre et non le mark ou la lire? Parce que la livre dévoile une débilité intrinsèque due au manque de discipline monétaire. Dans les dernières vingt années les prix au détail ont doublé. Or l'expérience nous enseigne qu'une augmentation moyenne annuelle de 5% dépasse la mesure qu'une économie peut supporter à la longue. Et cependant jamais le gouvernement n'a frappé le mal à la racine: le taux d'escompte fut élevé puis abaissé à de brefs intervalles de temps, les paiements à tempérament ont été rendus plus difficiles pour un laps de quelques mois puis de nouveau facilités; occasionnellement on a eu recours à des expédients fiscaux. Mais la circulation monétaire continua à augmenter, parce que l'Etat n'entendait pas diminuer les dépenses. Il ne le fit pas même en mars

dernier lorsque furent adoptées de sévères restrictions sur la consommation. La peur de la "déflation" et de sa conséquence, le chômage, paralysait l'autorité. Quelqu'un a fait remarquer qu'en Angleterre la "déflation" commence lorsque l'augmentation annuelle des prix est inférieure à 2 ½%. Alors que l'Allemand vit dans la terreur de l'inflation, l'Anglais est subjugué par le cauchemar du chômage. Keynes fait encore école: hommes de science et hommes politiques estiment que ce n'est point le volume de la circulation monétaire qui détermine l'inflation ou la déflation, mais la réglementation générale de la demande au moyen de la politique fiscale. Si bien que pendant des années le gouvernement a maintenu en mouvement la typographie de la Banque et le volume de la circulation monétaire est resté plus élevé que ne l'aurait permis la réelle productivité et les exigences de la balance des paiements.

Ni l'or, ni le travail...

Comme conséquence la politique monétaire a offert ce spectacle: d'un côté l'Etat imprime continuellement de l'argent nouveau et avec ses dépenses le jette dans l'économie: ceci fait que les prix augmentent. Lorsque par la suite il est contraint d'intervenir, il ne change pas les mauvaises habitudes déjà prises, mais pompe d'autres ressources auprès des consommateurs et des contribuables.

Avec ce système une partie toujours croissante du produit social passe par les mains de l'Etat — et la confiance du monde dans la livre s'évanouit. Parce que la livre sterling ne représente plus l'or ni le travail. Cependant l'indiscipline du travail n'est pas moins grave que l'indiscipline monétaire.

En octobre dernier la grève de *vingt trois* ouvriers spécialisés dans la fabrique Lucas, qui produit la plus grande partie des freins pour l'industrie de l'automobile, a paralysé l'activité de *cent mille* ouvriers de ce secteur économique. Dans les premiers trois mois de 1968 l'exportation des automobiles (qui constitue 17% du total) a augmenté de 21% par rapport à la même période de l'année précédente — et cependant pour l'année entière à cause des grèves la valeur des exportations a diminué de 50 millions de livres. Et puisque les grèves ont retardé les

livraisons, l'importation des automobiles étrangères a augmenté.

L'économie britannique malade en dot au Marché Commun

Une série d'articles publiés par Alan Day, professeur de la London School of Economics, dans la *Weltwoche* sur les maladies de l'économie britannique, a provoqué de vives discussions. Day avait soutenu que "le rythme du travail en Angleterre est moins rigide que dans d'autres pays", qu'une importante partie du rendement économique, rendu possible grâce à l'expansion, n'est pas consommée sous forme de majeure offre de marchandises ou de majeur revenu réel — *mais par les plus faciles conditions de travail*. En d'autres termes la maladie la plus grave qui afflige l'économie britannique est... la paresse.

Un lecteur qui se cachait sous les initiales C. T. est intervenu. La majorité de la population anglaise (a-t-il dit) demande en même temps de meilleures conditions de vie et la diminution des heures de travail; mais en général elle ne pense guère à donner une contrepartie productive qui puisse augmenter le potentiel économique, grâce auquel cette fin pourrait être atteinte. L'homme de la rue veut jouir de tous les avantages du progrès technique et en même temps empêcher toutes les transformations que l'évolution de la technique exige. Dans ces conditions quelqu'un doit bien payer pour l'écart entre exigences et obligations — écart qui peut être comblé par l'inflation ou par la pression fiscale sur les riches. Il faut donc que la «dolce vita» soit financée par des tiers payants — en fin de compte par le Fonds Monétaire International, la Banque des Paiements Internationaux, les Banques Centrales du continent, qui depuis dix ans soldent les déficits anglais de la balance des paiements. Et puisque le remboursement des dettes dans les conditions actuelles apparaît bien problématique, on parle déjà de «consolidation».

La dot que l'Angleterre apportera au Marché Commun sera-t-elle cette énorme «dette consolidée» remboursable aux calendes grecques?

L'espace danubien, l'Autriche Hongrie et l'horreur du vide

par

Dan A. Lazaresco

La célébration du cinquantième anniversaire de la fondation de la République autrichienne (12 novembre 1958) survenant après les tragiques événements de Prague, et suivie par l'*Auto-da-fè*, dans toute l'acception du terme, qui a illuminé l'horizon de l'Europe Centrale d'une impérissable lueur, a provoqué la parution d'un certain nombre d'ouvrages historiques sur l'ancienne monarchie danubienne, parmi lesquels deux ouvrages de l'éternel prétendant, Otto de Habsbourg et, surtout, la réédition du livre, célèbre, mais datant de 1904, du grand historien français Louis Eisenmann: *Le Compromis austro-hongrois, étude sur le dualisme*.

Cette thèse de doctorat en droit constitue un ouvrage capital pour qui veut connaître, à la lueur de l'histoire impartiale, les problèmes politiques, économiques et, surtout, psychologiques, que le cadre et l'histoire ont posé et continuent à poser aux nations de l'Europe danubienne. Livre aussi profond que limpide, et qui nous fait voir, d'une manière subtile, comment la politique devient de l'histoire et comment l'histoire continue à conditionner la politique.

Le but que s'était proposé le jeune professeur de 1904 était triple: il s'agissait d'exposer la formation historique de l'*Ausgleich*, d'en décrire les institutions et d'en dégager le sens et l'esprit.

L'histoire moderne de l'Europe Centrale commence sur le champ tragique de Mohacs, en 1526. C'est là que naquit la monarchie autrichienne du besoin pressant de défendre la vallée du Danube et ses peuples contre la menace turque. C'est ce besoin, autant que les conditions historiques et héréditaires, qui constitua le cadre réaliste de la monarchie des Habsbourgs, comprenant les Etats héréditaires, le Royaume de Bohême et le Royaume de Hongrie. Comment le réalisme s'est converti, par la force des

choses, en dualisme, et comment la monarchie des Habsbourgs a été en fin de compte incapable de donner des liens organiques à leurs domaines si disparates, par suite de sa politique dirigée par la chimère de l'Empire, poursuivie constamment depuis 1519 jusqu'en 1870, c'est ce qui ressort d'une manière évidente de ce livre fondamental.

Une puissance politique danubienne

Mais il en ressort aussi autre chose. La longue durée de la formation statale autrichienne, près de quatre siècles, est, pour l'auteur, l'indice le plus sûr que la monarchie danubienne était un organisme conforme aux nécessités historiques. « Un Etat artificiel n'aurait pas eu la vie aussi longue, écrit Louis Eisenmann. Puisqu'elle a duré, elle avait de bonnes raisons d'être ». Et, effectivement, entre les montagnes des Sudètes, les Carpathes et les Alpes, dans le cadre du système hydrographique danubien, devait naître une puissance politique danubienne, par une loi de la nature qui attire les éphémères Etats vers le moyen Danube, centre de gravité de toujours de la monarchie autrichienne. Entre l'Occident et l'Orient, entre l'Empire allemand et la puissance ottomane, les petites formations statales devaient s'unir pour préserver leur être organique; « Turque ou autrichienne, ni la Bohême ni la Hongrie n'avaient pas d'autre choix », conclut fortement l'auteur.

La monarchie autrichienne a donc été créée par agglomérations successives, sous l'effet d'une pression extérieure, non par assimilation nationale ou linguistique. L'unité dynastique, imposée par des motifs militaires,

a entraîné l'unité politique. Il est vrai que la Bohême slave et la Hongrie magyare avaient été, au Moyen-Age, des royaumes à tradition glorieuse, tandis que l'Autriche ne constituait qu'un archiduché de titre assez récent. Mais la politique des Habsbourgs a été constante, tandis que la Bohême et la menace turque se chargèrent de travailler pour les Habsbourgs, qu'aurolait de plus le mythe de la couronne impériale.

Deux politiques contradictaires

Si la Bohême et la Hongrie n'ont pas été absorbées en vue de constituer un Etat homogène comme langue et structure ethnique, cela n'est pas dû à leur résistance nationale mais bien au fait que la Maison de Habsbourg prétendit mener de front deux politiques contradictoires: la création d'un Etat autrichien, fort et centralisé, but concret et tenant du fini, et la reconstitution d'un Empire, universel, but abstrait et participant de l'infini. Car si l'Etat a ses racines profondes dans le territoire, l'Empire plane sur toute la terre. Equivoque qui a pesé lourdement sur l'idée même de l'Etat autrichien. L'Empire, ainsi que le remarque excellemment Louis Eisenmann, ne donnait à ses souverains que des prétentions; les forces dont ils appuyaient ces prétentions, c'est dans leur puissance domestique, l'Autriche, qu'ils devaient les puiser. La couronne impériale représentait pour les Habsbourgs un titre sans pouvoir, leurs domaines héréditaires un pouvoir sans titre. C'est ce dilemme tragique entre le fini de leurs forces réelles et l'infini de leurs ambitions, infini concrétisé dans la formule célèbre. A.E.I.O.U. (Autriche Est Imperare Orbi Universo) qui explique la trame si compliquée de l'histoire de l'Europe danubienne, depuis 1526 jusqu'à l'effondrement de 1918.

Immolant les forces de l'Autriche à la chimère impériale, la politique poursuivie avec une ténacité digne d'une meilleure cause par les Habsbourgs changeait sans cesse de but, en multipliant ses entreprises et en dispersant ses efforts, à *jamais incapable de réduire ses ambitions à la mesure de ses ressources*. Depuis Ferdinand I, le frère de Charles Quint et l'héritier des couronnes de Bohême et de Hongrie, jusqu'à Charles VI,

l'éphémère roi Habsbourg de l'Espagne, la politique de la Maison d'Autriche sera toujours une politique impériale et universelle. Depuis l'avènement tragique de Marie-Thérèse, elle descend des nuages et devient plus modeste, sans pour cela se contenter d'être une politique autrichienne et danubienne. C'est à partir de 1866 seulement que l'Autriche, chassée d'Allemagne et d'Italie, s'est engagée résolument dans une politique danubienne, en reprenant à son compte la *Drang nach Osten* préconisée jadis par son meilleur général et homme d'Etat, le prince Eugène de Savoie. Mais c'était trop tard. La Révolution française avait donné le branle au principe des nationalités et l'Empire d'Autriche était devenu, aux yeux des intellectuels de ses diverses provinces, un organisme bien anachronique, né trop tard ou, peut-être, trop tôt.

Mais surtout, et Louis Eisenmann accentue ce fait capital, *la Maison d'Autriche n'a jamais compris la puissance des idées*. Ses forces avaient suffi à réaliser, contre les Turcs, l'Etat autrichien: elles ne suffisaient pas à restaurer l'Empire. Les Habsbourgs avaient lâché la proie pour l'ombre, et lorsqu'ils reconnuèrent leur erreur, il n'était plus temps de la réparer.

Absolutiste, militaire, bureaucratique, centraliste et germanisateur, l'Etat autrichien avait pour liens uniques la fidélité dynastique de la noblesse et du peuple et cette école de loyalisme qu'était l'armée impériale. Il s'appuyait sur trois forces principales: celle, spirituelle et éducative, de l'Eglise, reconnaissante aux Habsbourgs d'avoir restauré le Catholicisme et d'avoir préservé les terres ecclésiastiques de la convoitise protestante; celle, sociale, de la noblesse, consciente de la solidarité des ses intérêts avec la monarchie; enfin la force matérielle de l'armée.

Politique centralisatrice

L'histoire politique de la monarchie danubienne, à partir du XVII^e siècle tient essentiellement dans la réussite différente de la politique centralisatrice des Habsbourgs en Bohême et en Hongrie.

La réussite à peu près totale de la politique unificatrice et absolutiste des Habsbourgs en Bohême ne s'explique pas seulement par l'énergie du grand Empereur Fer-

dinand II et par le fanatisme des Jésuites. Elle est due pour une large part à la fatigue profonde d'un pays écrasé par le rôle, trop lourd pour lui, qu'il avait joué pendant deux siècles. Depuis 1415 la Bohême avait défendu, contre des forces supérieures, la liberté intellectuelle et religieuse de l'Europe. Elle tomba au début de la grande lutte qui en consacra le triomphe. La catastrophe ne fit qu'achever sa décadence déjà complète. Une bataille, celle de la Montagne Blanche, qui ne coûta aux vainqueurs que 250 hommes, décida du sort de ce royaume, dont toute l'élite intellectuelle et sociale fut ensuite décimée, selon les principes brutaux d'une politique sournoise qui savait bien que le seul moyen de dominer un pays, c'est de le priver de son élite, de cette mince couche spirituelle qui transforme une populace en une nation, en lui donnant une conscience nationale et historique. La nation tchèque, après la catastrophe de la Montagne Blanche, perdit toute son élite, ses hommes de coeur et de tête, et redevint une nation de paysans. Il lui fallut deux siècles pour réparer cette terrible perte. Telle est la fatale logique d'une histoire qui devait recommencer en notre siècle si tourmenté.

Si la Hongrie échappa au sort tragique de la Bohême, elle le doit aux Turcs. Ce sont les Turcs qui ont été les protecteurs de son indépendance, en imposant aux Habsbourgs une modération relative. D'autre part, la nation hongroise, mieux trempée peut-être et obéissante à ses élites nationales, apprit aux Habsbourgs, par ses six formidables insurrections contre le joug centralisateur, qu'il fallait compter avec elle. Joseph Ier comprit la leçon, d'autant mieux que son grand général, le prince Eugène de Savoie, vainqueur des Turcs à Salankémén et à Zenta, dirigeait vers l'Orient les ambitions de l'Autriche.

Par l'important traité de Szatmér (1711), l'ère des insurrections est close avec sagesse et une période nouvelle commence dans l'histoire des relations de la Hongrie avec les Habsbourgs. C'est la première paix négociée pour le roi de Hongrie par des Hongrois qui possèdent sa confiance. Ce fut son originalité, la raison de son succès, mais c'est aussi le signe qu'une ère nouvelle commence en Hongrie. Les deux traits essentiels de ce traité: le fait qu'on puisse *négoier une paix* entre le souverain légitime et son peuple, le fait que le peuple est représenté par des magnats à l'esprit politique et possédant à la fois la confiance du souverain et

celle de leur nation, seront les éléments déterminants de toute l'évolution des relations entre la Hongrie et l'Empereur, jusqu'à l'*Ausgleich* de 1867 et même jusqu'à l'effondrement de l'Empire en 1918.

La Hongrie se rend compte de l'importance essentielle pour elle de faire partie d'une constellation impériale, mais elle tient par dessus tout à *ne pas se laisser absorber dans la monarchie unitaire*, comme l'avait été la Bohême. Elle tient à sa Constitution et à ses lois nationales, suivant lesquelles elle prétend être gouvernée. La Pragmatique Sanction consécration légale, mais négociée, de la loi de succession au trône des Habsbourgs par droit de primogéniture, consacre en même temps le fondement du dualisme. Négocié avec les différentes provinces de la couronne, entre 1712 et 1724, cette Pragmatique Sanction devait devenir le fondement légal, juridique et politique, des rapports entre la Hongrie et les Habsbourgs. Et le grand historien hongrois Toman a pu à juste titre appeler cette Pragmatique Sanction la première loi constitutionnelle de la nation hongroise. C'était, en fait, *la consécration légale du dualisme*.

Marie Thérèse, qui n'a jamais pardonné à la Bohême sa « trahison » de 1741, a été reconnaissante à la noblesse hongroise de l'appui qu'elle lui avait donné en reconnaissant ses droits au trône. Son règne constitue une époque transitoire, durant laquelle, tout en conservant autant que possible les formes anciennes, on a pu y couler un esprit moderne, ce qui n'est pas le moins bon moyen de faire réussir une innovation. La politique principale de Joseph II, cet esprit absolu et rigide, se heurta à la fermeté des magnats hongrois, qui réussirent à arracher à son frère et successeur, Léopold II, à la lueur des incendies allumée par la Révolution française *la remise des paysans en servage*. Il est vrai qu'ils durent en payer le prix, en abandonnant leurs revendications constitutionnelles. La Révolution française avertissait alors les puissances anciennes: rois, nobles et Eglise, de ne pas s'affaiblir en se divisant. *La classe rurale fit les frais de leur union provoquée par la peur*.

La nature même de la Constitution hongroise historique tient dans l'opposition et dans l'argencement de deux termes en apparence contradictoires: *dualisme et unité*. La Hongrie, ce fut, en fait, une province largement autonome dans son administration intérieure, mais dans le cadre d'une

(suite en p. 11)

Michel de la Ventolière

DU MARCHÉ COMMUN A L'EUROPE

Le succès du Marché Commun a mis l'euro-péisme à la mode dans les chancelleries, et dans les clubs politiques de partout. Il n'y a presque pas d'homme d'Etat et pas de politicien aux quatre points cardinaux de l'Europe qui ne proclame à haute voix la vocation européenne de son gouvernement ou de son parti. Cet enthousiasme soudain a plongé la notion d'euro-péisme dans une confusion souvent sciemment entretenue par ceux qui ne cherchent dans le Marché Commun que le lucre. Le plus grave aspect de cette confusion c'est de prendre le Marché Commun pour l'Europe et de croire qu'appartenir à ce simple organisme de solidarité européenne c'est devenir champion de l'euro-péisme. Les candidats au Marché Commun devraient se demander en toute sincérité si leur euro-péisme existerait encore sans les perspectives attrayantes de ce Marché. C'est alors que la confusion se dissiperait, j'en suis certain, pour le bien des candidats et pour celui des Six, en même temps.

Mais voici que non seulement la confusion est soigneusement entretenue, mais qu'on l'agrandit selon les circonstances et les besoins spécifiques de chaque candidat; elle

devient alors un processus de balkanisation de l'idéal européen. C'est ainsi qu'on se proclame européen, mais on pratique encore le colonialisme le plus flagrant dans l'Europe même; on fait profession de foi européenne, mais on pratique encore des mesures d'oppression des minorités nationales dans les termes les plus authentiques de l'impérialisme du siècle passé, en Europe même et à la moindre objection que les européens de première heure feraient à ce sujet, la réponse serait aussi prompte que la fierté nationale le permet: ces problèmes sont du ressort strictement national et nul n'a le droit de s'immiscer dans les affaires intérieures d'un pays souverain. Si l'on insiste, on est vite accusé de vouloir entretenir la discorde en Europe, de semer la haine dans une Europe qui autrement deviendrait vite un grand organisme puissant, prospère et sûr de garantir sa propre sécurité.

Les vrais européens ne croient hélas pas que l'unité européenne soit réalisable aussi longtemps que ceux qui veulent ce qui prétendent vouloir la faire, ne comprendront pas qu'il faut d'abord être un pays européen dans l'acception valable au XXe siècle, a-

L'Espace danubien

monarchie unitaire. Cette constitution de pur type féodal, à peu près aussi ancienne que la Constitution anglaise de 1215, a pour idée fondamentale qu'il n'existe que deux facteurs essentiels de la vie publique, facteurs dont la réunion constitue l'Etat: *le roi et la nation*, qui s'opposent ainsi que s'opposent deux propriétaires dont chacun possède ses droits à titre personnel et indépendant.

Une autre caractéristique fondamentale de la vie politique magyare a été la division de la noblesse. La haute aristocratie, celle des magnats, était demeurée ou était devenue catholique et s'était peu à peu changée en une noblesse de Cour, aux obédiances dynastiques et aux visées centralisatrices. La noblesse moyenne, en majorité calviniste, s'était transformée en une espèce de gentry, solidement implantée sur ses terres et dans ses manoirs et faisant l'expérien-

ce politique, judiciaire et administrative dans le cadre des comitats. C'est dans ces comitats que s'est forgée la politique de la nation hongroise, c'est là que s'est trempée la capacité politique de la gentry, qui a réussi habilement à empêcher l'intrusion en Hongrie d'une bureaucratie royale et étrangère. L'administration nationale des comitats a pu entretenir dans la noblesse moyenne magyare, avec l'intérêt pour les affaires publiques, la connaissance de la pratique administrative et l'esprit légiste. La pierre angulaire de l'organisation administrative de l'Etat magyar a été la Chancellerie hongroise, qui a réussi à assurer à la Hongrie son autonomie complète.

Dans notre prochain numéro nous publierons la seconde partie de cet article: "La Révolution de 1848 et la répression."

vant de pouvoir contribuer à l'unité européenne.

Il n'est pas possible, par exemple, d'avoir une colonie anglaise à Gibraltar, sur le sol espagnol et de parler d'une unité européenne à laquelle l'Angleterre aurait participé et dont elle ferait partie. Il n'est pas possible d'avoir une minorité roumaine en Grèce, soumise encore à un régime de liquidation spirituelle aussi systématique que pendant les siècles passés et de parler d'une unité européenne qui embasserait la péninsule balkanique comme il n'est pas possible d'avoir des nationalités celtiques qui luttent encore pour leur droit d'affirmation et de vote inconditionné et de parler en même temps de l'unité européenne au delà des dimensions modestes du Marché Commun.

On entend avec stupéfaction que les Roumains de Grèce n'ont même pas le droit d'écouter la messe dans leur propre langue dans leurs églises, mais on prend acte en même temps de la vocation européenne, d'ailleurs incontestable, du gouvernement grec. On entend qu'en Irlande du Nord, par le truchement d'une organisation administrative des circonscriptions électorales que l'on appelle « gerrymandering », une minorité catholique importante se voit privée du droit de voter dans les élections municipales et générales. Avec l'approbation du gouvernement britannique de Westminster, ces Irlandais vivent en plein vingtième siècle la guerre des religions qui se traduit en persécutions administratives et sociales et cependant de Westminster, l'Europe ne cesse pas de recevoir des messages d'amour européeniste!

Le coeur de l'Europe ne bat pas seulement dans les grandes capitales

Certes, nul ne saurait avoir la prétention absurde de proposer une solution prompte et facile à tous ces problèmes ni de dicter aux gouvernements respectifs la conduite à adopter, justement parce qu'en 1969 nul ne devrait encore croire au droit de dicter ou de moraliser. Ce qui ressort de l'existence même de ces problèmes c'est qu'à cause de l'idéal européeniste que tous les gouvernements professent, ils sont devenus des pro-

blèmes européens et ils concernent les pays respectifs et l'Europe entière en même temps et au même titre. Un gouvernement qui refuserait de voir que ces tâches locales qui sont les séquelles du passé sont européennes à la fois, se placerait implicitement en dehors de l'idée européenne. Le coeur de l'Europe ne bat pas seulement dans les grandes capitales; il bat avec la même force sur la terre espagnole pour Gibraltar, en Irlande comme en Ecosse et au pays de Galles, comme il bat en Roumanie pour la Bukovine et la Bessarabie et dans le Pinde chez les Roumains opprimés.

Les nations européennes qui le sont par leur histoire ou celles qui prétendent l'être par vocation, ont le devoir de scruter d'abord l'univers limité par leurs propres frontières et d'y trouver pour l'éliminer, l'héritage triste des mauvaises habitudes du passé. Elles ont le devoir d'assainir cet univers national qui leur appartient en appliquant la justice et les principes humanitaires qu'elles souhaitent voir régner dans l'Europe unie qu'elles désirent créer.

Emmener l'Europe chez soi...

Pousser ses frontières morales aux dimensions de l'Europe, n'est pas assez; il faut aussi emmener l'Europe chez soi, car autrement, tant qu'il y aura des maîtres et des esclaves, des occupants et des territoires occupés, des indépendants et des opprimés parmi les Européens mêmes, l'Europe unie ne sera pas possible. C'est au nom de ce principe simple de justice humanitaire moderne que la Russie continue à être exclue de l'idée européenne et que l'Angleterre se voit refuser une vocation qui jusqu'ici n'est que géographique.

Commençons donc à préparer l'Europe de demain par la rétrocession des territoires à ceux auxquels ils appartiennent de par le droit de l'histoire, par le droit d'expression technique et d'indépendance pour ceux que l'histoire a condamnés à l'état de minorité et par la fin des guerres morales et nous trouverons que l'union est possible, car elle serait alors la confirmation légale d'un état d'esprit et de fait accompli.

ACTIVITES DE LA FONDATION EUROPEENNE DRAGAN

A ROME

"Heures espagnoles"

Le 10 mai a eu lieu dans les salons de la Fondation, Foro Trajano 1, la troisième conférence du cycle « Heures Espagnoles », tenue par le R.P. Miguel Batllori S.J. sur « Raimondo Lullo, anneau entre l'Occident et l'Orient ».

Nous publierons dans notre prochain numéro le compte-rendu cette manifestation.



Miguel Batllori y Munné, S.J., est né à Barcelone le 1er octobre 1909. Licencié en philosophie, en lettres et en droit, il est entré dans la Compagnie de Jésus en 1928, et s'est diplômé en théologie en 1940, l'année où il a été ordonné prêtre.

En 1941 il passe son doctorat d'histoire à l'Université de Madrid. Professeur d'histoire, lettres et philosophie au Collège de Montesión de Palma de Majorque de 1940 à 1947; membre de l'Institut d'Histoire de la Compagnie de Jésus de Rome, directeur de la revue « Archivus historicum Societatis Iesu », titulaire d'une chaire de la Faculté d'histoire ecclésiastique de l'Université Grégorienne, Miguel Batllori est également membre ou correspondant de nombreux

autres Instituts culturels. Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur l'histoire et la culture de la péninsule ibérique, bien connus des historiens du monde entier.

* * *

Le 27 avril, les membres de la Société Académique Roumaine se sont réunis dans les salons de la Fondation pour la présentation du VIIIe volume des « Acta Historica » de la « Societas Academica Daco-Romana » consacré au grand historien roumain Nicola Jorga. Pour la circonstance, ont été remis au Dr. Constantin Dragan des exemplaires reliés du Ve volume des « Acta Philologica » et du VIIIe volume de l'« Acta Historica » de la Societas Academica Daco-romana, publiés sous l'égide de la Fondation.

A MUNICH

Le 23 avril a eu lieu une conférence sur le thème « Association Europe — Une question de survie ».

La conférence était tenue par le prof. Dr. von der Heydt, de l'Université de Würzburg, Membre du Parlement de Bavière et Directeur de l'Institut du Droit des Gens.

Il s'agissait de la première réunion de la Fondation à Munich et, en quelque sorte, de l'inauguration des travaux. Y ont assisté d'éminentes personnalités des milieux scientifiques, politiques, économiques et culturels et les hauts représentants ecclésiastiques

A PALMA DE MAJORQUE

Des cours d'été pour étudiants européens sont prévus du 4 au 30 août prochain. Les cours, organisés par la Fondation, seront tenus dans ses locaux, C. Villa Dragan, 4.

Ils sont destinés à offrir à des étudiants de divers pays d'Europe l'opportunité d'approfondir leur connaissance de la langue espagnole et leur formation en vue de l'intégration européenne.

Lettres d'Angleterre

de C. Michael - Titus

La folie des grandeurs

Comme M. Enoch Powell l'a dit récemment, le gouvernement anglais aussi bien que la plupart des responsables des divers secteurs de la vie publique anglaise, vivent dans un état d'esprit anormal qui frise la folie. Selon M. Powell, la tragédie de l'Angleterre est due au fait que son organisation politique, économique et sociale est gérée par des hommes qui ne peuvent pas s'adapter aux dimensions nouvelles du pays. Pour eux, l'Angleterre est encore une grande puissance mondiale, le centre d'un monde anglo-saxon avec ses satellites, la source d'une éternelle force civilisatrice pour le monde entier. La politique étrangère, l'économie nationale et les institutions du pays sont conçues, formées et orientées en conséquence. Ce qui ajoute un élément de folie à cet état d'esprit chimérique, c'est la théorie de la responsabilité directe pratique et morale, responsabilité quasi-universelle, que l'Angleterre aurait envers l'humanité. En effet, les dirigeants anglais ont conçu cette responsabilité non seulement envers les anciennes colonies qui n'en ont cure, mais envers beaucoup de peuples et de pays du monde entier. C'est ainsi que l'on proclame la responsabilité envers l'Europe occidentale en danger d'être absorbée dans l'orbite française; et c'est toujours ainsi que les dirigeants anglais se croient responsables envers le peuple français qui « subit la dictature gaulliste ». Mais cette théorie de responsabilité adopte des voies curieusement sinueuses car, si elle ne s'étend pas jusqu'au marché de Yalta, elle va vers le peuple russe à qui il faut envoyer des Bibles imprimées en russe; si elle est formelle envers les peuples d'extrême orient en danger de tomber sous la férule communiste, elle ne se soucie pas de l'envoi de troupes britanniques au Vietnam ou de la protection efficace des citoyens britanniques qui languissent dans les geoles chinoises; il y a toujours la présence britannique à Hong-Kong à laquelle il faut penser, et ceci relève tout à fait de la responsabilité que l'Angleterre a endossée

de son propre chef envers tout et tous. En Afrique, cette responsabilité joue envers les terroristes, mais nullement envers les Britanniques qui subissent la terreur, cependant qu'en Irlande, elle reste une responsabilité protestante qui ne couvre donc aucun catholique.

Les ministres, les ambassadeurs, une grande partie des députés et des Lords, les hommes de science et de lettres, les professeurs, les prêtres et les administrateurs, vivent dans un état de parxysme permanent au milieu d'un peuple qui est passé de l'étonnement à l'état d'indifférence ou à la réaction grossière. Tout le monde, sauf les dirigeants, sait qu'il n'y a plus de Commonwealth et pourtant la responsabilité est là; tout le monde sait que l'Angleterre n'est plus une puissance mondiale et pourtant les dirigeants continuent à agir comme sur la scène d'un théâtre abandonné depuis longtemps par les spectateurs; tout le monde sait que la crise qui n'était hier qu'économique tourne maintenant à la catastrophe et qu'elle est devenue structurelle et pourtant les dirigeants parlent de gloire et de prospérité; enfin, tout le monde sait que les institutions impériales, les syndicats, les universités, les écoles, l'administration, s'enfoncent chaque jour davantage dans l'immobilisme, dans l'impuissance et pourtant les dirigeants aussi bien que l'opposition continuent à proclamer l'inaffabilité de ces institutions que tout un monde envie; ils proclament l'ascension cependant qu'ils glissent sur la pente folle de la désintégration nationale.

"Peau de mouton"

Lors de la soi-disante invasion d'Anguilla, l'état de folie dénoncé par M. Enoch Powell est devenu plus éclatant que jamais. Pendant plus d'une semaine l'Angleterre a vécu, en climat d'opérette, les grands jours des grandes décisions. Les Chefs d'Etat Maior des forces armées ont siégé en Conseil des Ministres, l'armée, la marine et l'aviation ont été mises en état d'alerte et la B.B.C., juste comme au temps des graves décisions, a trans-

mis religieusement des informations sibyllines entretenant une atmosphère de tension et de gravité car le secret d'Etat devait être gardé à tout prix. Lorsque enfin, la nation apprit que les parachutistes britanniques n'allaient être lâchés ni sur Paris ni sur Moscou, qu'ils n'allaient pas partir à la conquête d'une nouvelle Amérique, mais qu'ils allaient tout bêtement conquérir Anguilla il y eut un soupir de soulagement auquel fit suite la plus colossale "rigolade" que l'Angleterre ait jamais connue. Dans les rues, dans les magasins, dans les clubs bien calefeutrés et même dans les couloirs de Westminster, ce furent le rire amer de ceux qui étaient déçus dans leurs rêves, la blague désobligeante de ceux qui ne connaissaient que trop la situation. L'insulte et la caricature unis pour saluer l'événement. Pour comble d'ironie, le petit fonctionnaire que le gouvernement avait envoyé à Anguilla affublé du titre de gouverneur, s'était avéré dès le premier jour un poltron à la hauteur de l'opération maladroitement appelée "peau de mouton": quoique entouré de paras et de la police devant une population qui n'avait pour armes qu'un vieux fusil et quelques couteaux, il a refusé de quitter sa chambre pour la résidence officielle, par peur des manifestants. "Je reste tapi" avait-il déclaré aux journalistes qui sont allés le trouver derrière une garde armée impressionnante. Seuls le gouvernement, les quelques leaders de l'opposition et les garçons-bouchers devenus Lords, vivaient dans l'euphorie de ces grands jours de "peau de mouton". Eux seuls, au milieu de la rigolade, continuaient un rêve, revivaient en imagination les jours glorieux de Pitt.

Souvenirs

d'enfance

Je me souviens qu'étant gosse, j'ai souvent marché à la tête d'armées impressionnantes pour conquérir des pays et libérer des nations qu s'étaient à mes pieds en une mosaïque de langues et de civilisations sur la pelouse et sous les arbres, au fond du jardin paternel. Aucune petite branche, aucune fleur ne résistait à mon épée nue, à la tête d'une armée de braves, plus braves, bien entendu, que les "diabliques rouges" de M. Wilson. La cadence des colonnes en marche, le bruit des caissons, des canons et

des trains régimentaux qui me suivaient dans la gloire, grondaient dans mes oreilles sans même que les voisins s'en aperçoivent. Que de prisonniers, que de gouvernements formés à la pointe de mon épée et que d'acclamations de ces peuples enfin libérés et heureux de m'accueillir et combien magnanime j'étais, surtout au moment du goûter qui devenait le festin de la victoire...

Comme M. Wilson et comme tant d'autres nostalgiques de la gloire du passé qui viennent de libérer Anguilla, je m'étais, moi aussi, enivré des gloires à la lettre. J'y croyais et chaque moment, chaque geste qui triomphait des fleurs et des branches chétives autour de moi, cimentait un bout de réalité de mon enfance, car pour moi, les livres n'étaient pas seulement vrais, mais possibles dans l'avenir. Un vieux képi de mon père, quelques boutons militaires, une épée en bois, des chaises renversées battant pavillon de guerre et des avions en papier, la réalité de mes rêves et loin de l'oeil critique des adultes et de la raillerie des copains qui ne voulaient jamais se ranger dans le camp des libérés, je montrais au monde entier ma force redoutable et c'était vrai... car ce monde était... moi-même...

Voilà pourquoi je comprends si bien M. Wilson le pacificateur d'Anguilla et ses amis. Anguilla a été pour eux l'occasion unique d'un après-midi ensoleillé au fond du jardin paternel; ce fut le temps exquis où l'on fait vivre le passé des livres avant la voix réaliste de la mère qui appelle son conquérant de fils pour le goûter. Elle, en tant qu'adulte, ne comprend pas que celui qu'elle appelle est un faiseur d'histoire qui se passerait bien de goûter. L'ennui avec les adultes est qu'ils sont normaux et qu'ils ne rêvent que la nuit! Pitt, Wellington, Kitchener, M. Wilson, ses amis et moi-même lorsque j'avais sept ans, tous de la même trempe... des conquérants, des bâtisseurs d'empires, des libérateurs... qu'est-ce que les Américains « voués à l'argent » peuvent y comprendre? Qu'est-ce que les Européens, vieillards cyniques, peuvent comprendre à notre responsabilité universelle et indivisible à travers l'histoire?

Il y a pourtant quelque chose qui me gêne: la voix de M. Powell me rappelle trop celle de ma mère et comme moi, M. Wilson n'est plus un gosse... c'est troublant... depuis cinquante ans il n'a pas changé. Peut-être qu'il a changé, mais alors M. Powell pourrait avoir raison... cette question de folie, qui sait!

INCIDENT DIPLOMATIQUE

L'affaire Soames est à la fois l'affaire Wilson et l'affaire Heath.

(de notre correspondant de Londres)

Quoique je regrette sincèrement que les relations entre la France et l'Angleterre se soient détériorées à tel point, je ne puis m'empêcher d'être satisfait du fait que le complot des Travailleurs visant à la désintégration de la Communauté européenne ait été enfin démasqué dans toute son ampleur.

Les récriminations et ce qui a été dit ou ne l'a pas été en réalité, m'intéressent maintenant très peu. Je retiens seulement l'essentiel: Les Français ont été abusés, leurs partenaires sont peut-être en train de l'être et nul ne saura avec quelle conviction intime M. Nixon sera rentré chez lui. Le coup de pioche que l'Angleterre avait administré si nonchalamment à l'Europe lors de la conférence de Yalta vient de retentir à nouveau. Ce qui est important maintenant c'est d'esayer une sorte d'examen post-mortem de cette affaire Soames dans l'espoir que la diplomatie française et avec elle, celle de la Communauté, comprenne un petit peu ce que signifie le « consensus » britannique et quelle est la portée moderne des méthodes diplomatiques de bled apprises par les Anglais au XIX^e siècle et pratiquées encore par M. Wilson et ses compères.

Tout devrait commencer par une bonne observation des pratiques politiques anglaises, Messieurs les diplomates! Si vous aviez ouvert un peu mieux les yeux, vous auriez vu, par exemple, qu'en Angleterre, lorsque le gouvernement a l'intention de prendre une mesure impopulaire, c'est-à-dire de tromper les électeurs ou de leur donner un coup de trique, il cherche à s'assurer de la complicité de l'opposition. Pour ne pas remonter trop loin avec les exemples et afin de vous laisser le plaisir de la recherche historique, je me bornerai à mentionner seulement les cas les plus récents:

1. Lorsque le gouvernement conservateur de M. Mcmillan avait compris qu'il aurait à fermer de nombreuses mines de charbon, il s'était assuré la complicité des Travailles-

tes et ce fut un député travailliste qui fut nommé à la tête de l'industrie charbonnière.

2. Lorsque M. Wilson avait décidé d'appliquer un contrôle dictatorial sur les prix et les salaires, il avait cherché la complicité des Conservateurs et ce fut M. Aubrey, un député conservateur, qui fut nommé à la tête de la fameuse commission.

3. Enfin, un jour, les honnêtes gens de ce pays apprirent, non avec surprise, mais avec appréhension, que M. Wilson avait nommé ambassadeur à Paris M. Soames, un conservateur, ancien ministre. Il faut espérer, Messieurs les diplomates, que vous comprendrez que cette nomination n'a pas été présentée sans l'assentiment de M. Heath!

Les honnêtes gens avaient vite compris que la campagne de haine contre la France et l'Europe allait connaître enfin son couronnement.

Ils attendaient le coup, «le croc-en-jambe», l'éclatement de la mauvaise odeur d'un complot qui allait se faire de nouveau au nom de la nation britannique. Mais comment dire? Comment avertir ceux qui n'ont rien appris et rien oublié? Comment faire comprendre à des hommes compétents que le meilleur moyen de déjouer le plan de M. Wilson était d'exprimer très aimablement le désir de voir à Paris un ambassadeur britannique collaborateur politique de M. Wilson et non pas un membre de l'opposition?

Ce que vous auriez dû savoir, Messieurs les diplomates, c'est que M. Wilson n'aurait jamais osé prendre sur lui et sur son parti la responsabilité d'avoir attenté à la vie de la Communauté européenne et détérioré gravement les relations entre la France et l'Angleterre. Il avait besoin d'une garantie d'association de la part des Conservateurs afin que M. Heath n'ait pas d'avantage électoral sur M. Wilson. La politique étrangère de ce

côté-ci de Manche, Messieurs les diplomates, n'est que le corollaire de la politique intérieure et de même que vous comprendrez l'esprit anglais par l'étude de la cuisine et des lois qui régissent les rapports entre la femme et l'homme, vous saisirez les grandes lignes de l'orientation de la politique étrangère anglaise en étudiant les pratiques électorales et la nature des combines politiques pour gouverner à l'intérieur. C'est une vérité lapalissienne mais, à l'instar des élèves moyens, les diplomates de nos jours oublient l'A.B.C. de leur science pour devenir trop experts dans des affaires trop compliquées pour eux.

M. Soames, homme sans carrière précise, politicien de son état, ne pouvait manquer d'être ambassadeur en échange du petit service qu'on lui demandait. De Londres on avait même insinué qu'il avait été choisi en raison de sa connaissance de la langue française, un slogan qui avait fait mouche avec France-Inter, quoique beaucoup de bacheliers anglais parlent un meilleur français que lui. De toute façon, voici maintenant M. Soames dans le rôle de Guy Fawkes attendant son heure ou plutôt les ordres de ses maîtres dans le sous-sol de la Communauté européenne. Comme dans le cas de Guy Fawkes, ce ne sera pas Titus Oates que l'on brûlera, mais lui, le Guy Fawkes de l'Europe, car il n'y a pas de doute, M. Soames sera brûlé en tant qu'ambassadeur. Mais il aura bien servi ses maîtres et le consensus dispose d'assez de sinécures pour ses bons serviteurs.

L'affaire Soames que le Daily Mail du 22 février considère contraire aux usages diplomatiques et dont la presse en général se sent embarrassée, est l'aboutissement de toute une préparation; elle est l'affaires Wilson et l'affaire Heath. Une fois de plus, au sujet de l'Europe, le parti conservateurs se trouve à la remorque des Travaillistes. M Wilson est un homme énergique et rancunier: les Français l'ont empêché jusqu'ici d'assurer le continuité de son pouvoir en lui refusant l'entrée dans le Marché Commun qui aurait été son seul atout électoral. Il est normal d'attendre de M. Wilson l'emploi des représailles. Il est trop tôt pour se rendre compte de l'ampleur du dommage causé en Europe, mais je suis certain que l'affaire aura, du moins, glissé le doute, renforcé la position des « anglo-saxons » de la Communauté et servira de temps en temps de prétexte de « réserve » et « prudence » lorsqu'il s'agira de bloquer un projet français.

JOURNÉE DE L'EUROPE

5 mai 1969

Message du Président
de l'Assemblée Consultative
du Conseil de l'Europe

La signature du Statut du Conseil de l'Europe, le 15 mai 1949, a marqué un tournant dans l'histoire de l'unification de notre continent. C'est pourquoi, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a fixé au 5 mai la date de la Journée de l'Europe. Cette année, les Européens s'apprêtent à célébrer cette Journée qui sera en même temps le vingtième anniversaire du Conseil de l'Europe.

Cette célébration symbolise la volonté des Européens de persévérer dans leur lutte, en vue de réaliser une union plus étroite entre leurs pays.

Tout en rendant hommage au travail accompli au cours des vingt dernières années au service de l'idée européenne par des groupements privés et publics, des particuliers et des organisations internationales à vocation européenne, nous devons reconnaître que beaucoup reste à accomplir sur la voie de l'unification.

L'un des principaux motifs que nous avons d'espérer réside dans l'opinion publique. Par de nombreux témoignages, nos peuples ont manifesté leur détermination de réaliser l'unification européenne et leur impatience devant des lenteurs et les réticences auxquelles elle se heurte.

Cette conviction inébranlable de l'immense majorité des Européens est une cause d'optimisme. Plus que jamais, le Conseil de l'Europe se doit de s'appuyer sur eux, sur la jeunesse, sur les citoyens des villes et des campagnes de nos pays, sur leurs représentants élus, locaux, régionaux et nationaux, afin que l'idéal d'une union toujours plus étroite sorte renforcé des difficultés de l'heure.

En qualité de Président de l'Assemblée Consultative, j'exprime le voeu ardent que la célébration de la Journée de l'Europe 1969, qui correspond aussi au vingtième anniversaire du Conseil de l'Europe, constitue un témoignage irréfutable en faveur de l'unification européenne et que cette manifestation de la volonté générale de nos peuples soit entendue.

Geoffrey DE FREITAS
Président de l'Assemblée Consultative du
Conseil de l'Europe

A travers l'Europe et le monde

minimum par A.P.G.

 Dubcek le candide

...Ou comment un homme honnête a réveillé chez tout un peuple le sentiment des valeurs ancestrales ...Ainsi pourrait s'intituler le chapitre qui sera consacré dans l'histoire de la Tchécoslovaquie à Alexandre Dubcek, petit homme tranquille au sourire si doux, si ...humain.

L'histoire récente de la Tchécoslovaquie a fait jouer à ce pays un rôle exemplaire en tant que «nation». Les nations ont bien de la peine à mourir. Il est possible que le destin de l'humanité soit ailleurs, mais vouloir détruire trop tôt les petites communautés qui lui assurent la chaleur familiale du foyer est sans doute prématuré. Pour le moment, ayons le courage d'aimer les hommes qui ne se sentent pas encore capables de vivre pour des idées ou des systèmes dont le matérialisme scientifique — ou soi-disant tel — est la clé, et qui croient encore au visage humain et national du socialisme...

 Printemps enterré

Au sourire d'espoir et de paix de M. Dubcek s'est substitué le regard ambigu et rusé de M. Husak. Le regard, nous dit un lecteur indigné du « fossoyeur ». Nous en demandons pardon à la catégorie des fossoyeurs, travailleurs honorables, dont le métier est certes fort utile. Mais au nom du principe « the right man in the right place »

on admet peu volontier les fossoyeurs en tant que tels à la tête d'un gouvernement.

Et l'on ne peut douter que M. Husak ait enterré le printemps de Prague...

 Sentiment mort

Du reste, on note dans les films qui nous viennent des Pays socialistes une tendance très poussée au sentimentalisme: mais c'est un sentimentalisme « noir », sans gaieté, dépourvu d'humour, navré et navrant: de vieux couples de travailleurs qui se réfugient dans leur tendresse pitoyable, des amours impossibles et sans joie, des faibles écrasés sans rémission. Comme si, pour l'homme de cet univers rationnel, le sentiment n'était plus qu'un côté tragique de la vie, un prétexte à souffrir, synonyme de mort et de désespoir.

 Le microbe de la grandeur

Après avoir violemment vilipendé la « manie » de grandeur du général de Gaulle, l'Angleterre travailliste paraît avoir contracté son mal. Le Président de la République Italienne a été reçu au Château de Windsor avec un faste plus royal, ou même impérial, que socialiste. Pour déroger à ce point aux principes austères de la démocratie, faire flotter au vent tant de bannières et de panaches, exhumé tant de dorures, sonner tant de fanfares, il faut bien que le gouvernement de

M. Wilson ait pensé qu'il était « opportun » de flatter une nation latine sensible plus qu'une autre à l'apparat.

On se demande souvent si l'Angleterre est sincère.

Mais ce dont on ne peut douter, c'est de son opportunisme.

 Referendum

ou chars blindés?

Le « didacteur » appelé au gouvernement par 50 millions de Français enthousiastes s'en va de son plein gré après 11 années de pouvoir « absolu » au cours desquelles il n'a cessé de demander périodiquement à ses « sujets » la permission de continuer à les « opprimer »...

Au même instant la « démocratie » populaire tchécoslovaque se voit imposer sous la menace des chars d'assaut étrangers un gouvernement contre lequel elle n'a cessé de protester et de lutter depuis des mois, et jusqu'au sang.

Que faut-il préférer: le libre référendum du régime d'oppression ou les chars blindés de la démocratie populaire?

 L'Europe... par les timbres

L'homme se laisse souvent plus facilement convaincre par des arguments qui flattent ses goûts, plutôt que par des raisonnements profonds. Les organisateurs du « Salon Européen » espèrent donc que la philatélie servira à la polarisation de l'idée d'une Europe unie.

C'est à l'occasion du XXe anniversaire de la fondation du Conseil d'Europe, qui tombe en 1969, que le Salon Européen a été organisé du 26 avril au 11 mai, au Musée « Volk und Wirtschaft » de Dusseldorf.

Les administrations des Postes de Belgique, de France, du Liechtenstein, du Luxembourg, d'Italie, de Norvège, des Pays-Bas et de Suisse ainsi que les Postes fédérales allemandes et la direction des Postes de Sarrebruck y présentaient du matériel d'archives se rapportant aux timbres d'Europe à savoir des maquettes originales, des essais d'impression, des épreuves d'artistes et autres pièces intéressantes.

Par ailleurs, les collections privées les plus importantes sur « l'Europe unie » y étaient exposées. Elles provenaient de la République fédérale, de la Belgique, de la France, de l'Italie, du Luxembourg, de l'Autriche, de l'Espagne et de la Turquie. Une documentation philatélique détaillée était notamment consacrée au Conseil de l'Europe, aux Communautés européennes, à la collaboration européenne dans le domaine des postes et télécommunications, au programme de reconstruction européenne (E.R.P.), aux tâches communautaires européennes, à l'O.T.A.N., au Mouvement européen. La Maison Thurn et Taxis participait entre autres à ce Salon en présentant « L'organisation Thurn et Taxis, précurseur d'une collaboration de l'Europe du centre ».

Le musée « Volk und Wirtschaft » a organisé en outre, et surtout à l'intention des écoles, une exposition particulière sur les efforts européens des vingt dernières années.

Le Salon européen servait enfin de cadre à une « Journée du film européen », mise sur pied par la Centrale de formation politique du Land de Rhénanie-Westphalie et la Communauté économique européenne, de Bruxelles.

Lettre ouverte au gouvernement albanais sur la situation politique

Messieurs,

Vous êtes aussi Européens, ne restez donc pas isolés, intéressez-vous de plus près aux affaires européennes car votre sort est aussi celui de toute l'Europe, occidentale ou orientale, capitaliste ou socialiste, puisque le problème du système politique ne se pose plus pour le salut de l'Europe.

Il faut que vous revoyez vos positions surtout vis-à-vis des pays européens qui vous sont voisins, en premier lieu avec la Grèce et la Yougoslavie puisque vous avez déjà rétabli des relations correctes avec l'Italie.

Restent à résoudre des problèmes encore en suspens comme la reprise des relations avec la Grèce qui se considère encore en guerre avec l'Albanie dans l'attente des décisions d'une commission qui n'est plus d'actualité désormais.

Au fur et à mesure que le temps passe, les frontières perdent de plus en plus toute signification dans cette Europe en formation.

Vous affirmez que vous ne vous considérez pas en guerre avec la Grèce, du fait que ce n'est pas le gouvernement légal albanais qui a déclaré la guerre, mais un gouvernement d'occupation. Le gouvernement grec, par ses organes officiels, a plusieurs fois confirmé la nécessité que les Etats règlent leurs problèmes entre eux de manière pacifique afin que de la sorte une Union Européenne puisse être facilitée. On ne voit donc pas pourquoi il aurait une autre politique en ce qui concerne l'Albanie.

En ce qui regarde les relations avec la Yougoslavie, il est certain que celle-ci présente une forme organisationnelle de fédération de caractère assez moderne. Il serait donc souhaitable que le socialisme trouve une base d'entente et de rapprochement entre les deux pays, dans cette fédération balkanique qui doit absolument naître: ce serait un grand pas que l'on devrait et pourrait faire aussitôt que possible si le moindre sens d'européisme entre dans l'esprit des gouvernants d'aujourd'hui.

bulletin européen

Rédacteur politique: HORIA ROMAN - Rédacteur responsable: A. PELLEAVANT GINI
 Direction Rédaction: Largo Chigi, 19 - ROME
 Tél. 671.260

A B O N N E M E N T S

Italie . . . Lires 2.000 | Etranger . Dollars 3,—
 Abonn. d'Honneur 5.000 | Abonn. d'Honneur 10,—

c/c postale Roma N. 1/16299

Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951
 STUDIO TIPOGRAFICO - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME FONDEE

PAR CONSTANTIN DRAGAN EN 1950

ont collaboré... Konrad ADENAUER, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGS DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, C. MICHAEL TITUS, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, M. de la VENTOLIERE, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOOLRICH, Paul Van ZEELAND.
